

<http://lipietz.net/La-question-europeenne-face-cachee-de-la-presidentielle-francaise>

La question européenne, face cachée de la présidentielle française

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : vendredi 2 juin 2017

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Derrière une présidentielle à rebondissements, des tendances lourdes se confirment, avec une grosse surprise : la question européenne comme déterminant final. Une chance pour l'Europe ?

Jamais élection présidentielle française n'aura été si mouvementée. Contrairement à l'analyse de JL Mélenchon « dans l'après coup », elle n'eut rien d'une « [partition de piano mécanique programmée de longue date par le système](#) ». L'élimination de Duflot par Jadot, de Juppé par Fillon, de Hollande par les sondages, de Valls par Hamon, les révélations du *Canard enchaîné* qui ont "sorti" la droite de gouvernement de cette présidentielle : autant de coups de théâtre nullement prévus par la presse du « système » et sûrement pas programmés par un mystérieux Mauvais Sujet de l'Histoire.

Tendances lourdes et attracteurs

Pourtant, en fin de compte, plusieurs tendances lourdes se sont confirmées.

Tout le monde était d'accord pour penser que la trahison par F. Hollande de toutes les espérances placées dans l'hégémonie totale du PS en 2012 serait l'équivalent de celle de Guy Mollet renonçant à ses engagements de paix en Algérie, et signerait l'arrêt de mort du PS comme de la SFIO d'alors : c'est fait.

En conséquence tout le monde pronostiquait en septembre dernier la victoire de Juppé : un juppéiste est Premier ministre. Cependant, depuis des années, *Le Monde* s'indignait de constater que la droite vote contre la politique économique de Hollande et de Macron, qui normalement devrait « faire consensus » sur un arc assez large autour du centre : Macron est élu Président.

La majorité des Françaises et Français voulaient plus d'écologie, et l'écologie politique voulait pour représentant N. Hulot ? L'écologie politique est devenue l'idéologie officielle de tous les candidats de gauche, et Hulot est Ministre d'État de la transition écologique.

Tout le monde pronostiquait que le vote populaire, désespéré, se reporterait massivement sur Marine Le Pen, sûre d'être au second tour, mais avec une certaine concurrence de la part de JL Mélenchon ? M. Le Pen a battu tous les records de l'extrême droite et, sans l'avoir jamais inquiétée, JL Mélenchon s'en est rapproché : 11,1% contre 17,9 % en 2012, 19,6% contre 21,3% cinq ans plus tard.

On notait avec inquiétude une droitisation de la droite et de l'Église de France ? Elle fut suffisante pour barrer la route de la présidence à A. Juppé ([jadis vedette des Semaines Sociales de France](#), c'est à dire du catholicisme social), pour placer Sens commun (les organisateurs de la Manif pour Tous) à la direction du vieux parti gaulliste, et pour empêcher cette fois l'épiscopat d'appeler à faire barrage à Le Pen.

Ce qui a fait barrage à Le Pen, comme d'ailleurs à Mélenchon, ce fut la question européenne, surgie dans les toutes dernières semaines du premier tour. Elle révéla une très importante information sur l'opinion publique française : eurosceptique ? Oui. Europhobe ? Non.

S'il n'y a donc pas de partition pour piano mécanique écrite par le mystérieux Maître Système, il y a bien des tendances lourdes qui émergent des turbulences apparentes, que jadis certains des premiers penseurs du matérialisme historique (de Ibn Khaldoun à Marx et Engels) comparaient à la force du courant donnant sa direction générale au mouvement désordonné des molécules de l'eau ou de l'air. On parlerait aujourd'hui d'*attracteurs* : une bille lancée sur un flipper finira bien, malgré tous les chocs, par tomber dans l'un des trous dessinés à l'avance, et, moyennant suffisamment d'énergie, on peut la faire ressortir du trou pour retomber dans un autre. Mais par quelles médiations les « tendances lourdes » se sont-elles imposées aux chocs des événements ?

La fertile défaite des primaires

Première constat : des quatre candidats du carré de tête, trois ne sont pas passés par la case primaire. Deux d'entre eux, vétérans oppositionnels, avaient construits depuis plus de 5 ans un appareil à leur main : Marine Le Pen et JL Mélenchon. Ils réoccupèrent leur rôle de 2012, chacun avec encore plus de succès, mais sans s'écarter d'un positionnement déjà décrit dans les années 1940 par Karl Polanyi dans [son analyse de la grande crise du libéralisme](#) des années Trente : une réaction de la société contre la dictature du Marché, qui peut prendre la forme du fascisme, de la sociale-démocrate, ou du stalinisme. Bien entendu, il faut ajuster à notre temps, mais on voit bien les analogies.

Le troisième du carré et vainqueur final, E Macron, lui aussi auto-désigné, a su (et c'est remarquable) se créer un appareil en une année. Il incarne une nouveauté : le social-libéralisme, mais ce n'est une nouveauté que par rapport à Polanyi. Cela fait longtemps que le modèle néo-libéral, mitigé de social par la force des compromis de 1945, a été adopté par F. Mitterrand, B. Clinton, ou G. Schröder, en fait par tout l'Occident. À l'intérieur de ce modèle, on peut osciller autour d'un centre qui, par la voix de Bayrou, a justement adoubé Macron, sous les « *Vas, je ne te hais point* » de Juppé et de Hollande. La bille se précipite dans le trou autour duquel elle tournait depuis longtemps.

Bref, des 4 du carré de tête, 3 s'étaient délibérément affranchis des primaires pour se poster directement sur 3 attracteurs possibles dans la crise du néo-libéralisme, en se construisant l'appareil nécessaire pour faire campagne.

Bonobos contre bobos

Le vainqueur n'est autre que « celui de la continuité du modèle » (celui du Système, diront les complotistes), mais ils étaient plusieurs à prétendre à ce rôle, et c'est celui venu de chez Hollande qui a gagné, alors que Juppé a été battu dès les primaires de la droite. Ce qui peut sembler bizarre, tant nous sommes habitués à l'alternance.

Une première explication est un besoin, non seulement de renouvellement, mais carrément de jeunesse dans une grande partie de l'opinion. Les grincheux auraient tort de se mentir : la « bulle Macron » n'était pas qu'un phénomène médiatique. Les foules qui l'acclament depuis neuf mois sont jeunes, y compris des jeunes de banlieue, des « minorités visibles » : la fameuse « bourgeoisie », variante colorée et ascendante des bobos.

La seconde explication est justement que Juppé ne pouvait plus gagner une primaire de la droite, parce qu'une autre fracture s'est révélée : entre les bobos, bourgeois -bohêmes, nouvelle petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle des métropoles, et les bonobos, bourgeois non bohêmes, bourgeois normaux, les seuls - les vrais, ceux qui s'expriment dans les conseils d'administration du CAC 40, dans *Le Figaro* et dans *Les Echos*. Et il fallu toutes les oeillères partisans pour que les Pinçon-Charlot (comme JL Mélenchon) ne l'aient pas compris, croyant saisir chez Macron le candidat de leur sujet d'étude, la haute bourgeoisie. Dont le candidat était en réalité Fillon.

Macron s'en est tenu scrupuleusement au plafond de 7500 euros max par donateur, pariant sur [les myriades de start-uppers](#), quand le RPR-UMP-LR marche depuis toujours aux grosses valises arrivant de Suisse. Il veut se débarrasser de 150 000 fonctionnaires, quand la Vraie Bourgeoisie, avec Fillon, en exigeait 500 000.

Le candidat idéal des bonobos, dernier homme du carré (et troisième de la primaire), F. Fillon, est le seul passé par le filtre des primaires à avoir survécu, malgré une longue traîne de casseroles révélées par *Le Canard Enchaîné* après sa désignation. En un sens, le Fillon du carré de tête n'est pas non plus l'homme élu par la primaire, ce qui confirme la règle.

Appareils contre électeurs

Quelle règle ? Que quiconque se fait élire à une primaire, qu'elle soit ouverte ou fermée (aux non-adhérents), contre l'avis de l'appareil, sera tué par l'appareil du parti dès le début de la vraie campagne. Ce fut le cas d'Eva Joly (à EELV) et de moi (aux Verts), de Ségolène Royal (au PS), c'est le cas en 2017 de B. Hamon et de Y. Jadot.

La raison en est évidente : le corps électoral d'une primaire n'est pas celui d'un congrès de parti, et encore moins d'une désignation en bureau politique. Or c'est l'appareil qui gère la campagne, et lui n'est pas désigné par une primaire, mais par une succession de congrès.

Ce qui ne veut pas dire que la primaire est impuissante. Le peuple écologiste voulait d'abord se débarrasser de Duflot, le peuple de droite se débarrasser de Sarkozy, le peuple socialiste se débarrasser de Hollande et de Valls. Ce qui fut fait, irréversiblement, et fructueusement.

Mais les peuples voulaient aussi, en positif, autre chose. Les écologistes voulaient le plus purement écolo possible (Jadot, de Greenpeace), après la tentative hasardeuse d'incarner la probité (Joly). Le peuple socialiste voulait, non pas de Montebourg, perçu comme anti-Europe et anti-écolo, mais un écosocialiste pro-européen, Hamon. Le peuple de droite ne voulait pas d'un « bobo-compatible » (Juppé). Il voulait un représentant authentique de la vraie bourgeoisie bonobo : celle des baux quartiers et des belles banlieues des métropoles, la bonne bourgeoisie de province, et la petite bourgeoisie traditionnelle (non salariée). Or les appareils, désignés par les congrès, ne voulaient pas forcément de ces positionnements-là.

Pas un salarié de EELV pour faire, jour et nuit, la tournée téléphonique des maires de villages afin de recueillir les 500 signatures pour Y. Jadot : exploit herculéen sans doute réservé aux équipes titanesques d'un Poutou, d'un Cheminade ou d'un Asselineau. Puis, à partir de la victoire de Hamon, l'appareil vert joua sur le constat (correct) que désormais tous les candidats de gauche sont écolos-compatibles : pour la sortie rapide du nucléaire, pour une forme plus ou moins radicale de marche vers le revenu universel, etc. Sous la pression des initiatives de la base « Un candidat et pas 3 », l'appareil fit adopter par son peuple (celui de la primaire) la décision, toujours correcte, de proposer le retrait du candidat Jadot. Mais au lieu d'offrir ce [gambit](#) (sacrifice d'un pion en début de partie) en échange de l'unité, l'appareil obligea Hamon à perdre 3 semaines en échange d'un gain unique (serti de quelques autres gains mineurs) : la reconduction de sa reine, C. Duflot, dans la 6e circonscription de Paris, le tout nappé d'un accord programmatique excellent, aussitôt devenu introuvable sur le propre site de EELV.

À gauche

Coté socialistes, ce fut une affaire à rebondissements. Il faut rappeler d'abord l'appel à une primaire de toute la gauche et des écologistes, fin 2015. [Appel que j'ai d'abord signé](#) avec enthousiasme, persuadé [depuis trente ans](#) qu'il existe une alternative au modèle actuel, disons écosocialiste et européenne, et que l'ouverture de la crise, puis l'échec honteux de la pusillanimité hollandaise alors qu'il existe un large accord et déjà des réalisations concrets [sur](#)

[ce ce qu'il faudrait faire](#), révélerait un attracteur politique favorable à cette option. Mais il apparut vite que JL Mélenchon campait sur son attracteur à lui, pas seulement pour des raisons d'égo, mais au nom d'une vraie différence politique : il ne croit pas ou plus à une solution européenne. Il y aurait donc au moins deux candidats à gauche, sans compter les 3 inévitables trotskystes.

En outre, certains initiateurs de l'appel commirent une faute tactique : ils expliquèrent dans la presse que cette primaire permettrait à F. Hollande de se re-légitimer. Or, si ses potentiels participants attendaient une chose de la primaire, c'était bien de se débarrasser de Hollande. Ce qui fut obtenu par cette primaire informelle : les sondages, qui découragèrent Hollande. Mais dans un premier temps, ce furent les partisans de « 1 candidat et pas 3 » qui se découragèrent. Ils ne reprendront du poil de la bête qu'un an plus tard, bien trop tard, quand il était devenu clair que [si c'était « deux », alors on voterait Macron](#) pour éviter un duel de second tour LePen/Fillon.

L'appareil du PS profita de ce découragement pour organiser des primaires (sans EELV ni Mélenchon) censées adouber Hollande, puis (celui-ci découragé par les sondages), M. Valls. Le peuple socialiste ayant choisi B. Hamon, il fut tout simple, pour l'appareil, de le « débrancher » : par le départ vers Macron des éléphants du PS. Très vite, les électeurs de la primaire socialiste se découragèrent des chances de leur propre champion. Il fallait faire barrage à la pire des hypothèses, un duel Le Pen-Fillon. Dans ce choix tactique, le peuple socialiste se divisa entre Macron et Mélenchon, laissant Hamon se contenter du meilleur résultat des écologistes à une présidentielle. Dans ma propre ville, Villejuif, des cadres socialistes [préfèrent ouvertement perdre que gagner avec les écologistes](#) : la carte du vote Hamon est celle du vote vert. Un électorat stratège et non tacticien avait en effet reconnu un attracteur en formation, à cheval sur la gauche socialiste et EELV : les fameux écosocialistes pro-européens.

Le cas Fillon et les métropoles

Restait donc Fillon, comme dernier survivant des primaires. Lui n'avait pas l'appareil contre lui. Mais l'affaire du Pénélopegate, dont on ne saura jamais si *Le Canard* y fut aidé par des sarkozystes qui « savaient » (R. Dati ?), brisa son élan. Ce n'est pas l'appareil qui a trahi Fillon désigné par le peuple de droite, c'est lui qui a trahi et son appareil, et son peuple. Peuple de Fillon qui est du reste la fraction du peuple de France la plus indulgente sur les questions de probité. Les Fillon ? Des personnages à la Chabrol.

Mais le génie de Fillon fut d'enrayer sa chute, certes loin des 35 % que lui promettait l'alternance, mais quand même au niveau du carré de tête (les 20%)... en changeant d'appareil, en embauchant précipitamment celui de La Manif Pour Tous : la droite catholique de Sens Commun. Une radicalisation à l'image d'une partie substantielle du peuple de droite, qui rendait impossible le recours à Juppé (trop bobo) mais aussi à Sarkozy (trop peuple) : plus de plan B.

Il est intéressant de noter que les auteurs de [l'étude de Terra Nova](#), lancée après la surprenante victoire de Fillon (intéressés qu'ils étaient par ma réaction à chaud : « [Le retour de la bourgeoise pas bohème](#) »), mais avant le Pénélopegate et la victoire de Hamon, étaient déjà convaincus des difficultés que rencontrerait la campagne Fillon, candidat trop « clivant ». Ils attribuaient cette erreur de casting à « l'effet bocal » imputable au mécanisme même de la primaire : le peuple de la couleur X va choisir, sans esprit tactique, le candidat le plus caractéristique de la couleur X, ce qui rend impossible son élection par la majorité des citoyen-ne-s.

Nombreux sont pourtant les contre-exemples, non seulement aux USA mais aussi en France. Des primaires, aussi bien internes que ouvertes, peuvent aussi bien résulter des candidats incolores (F. Hollande en 2012) que très clivants (Fillon, Obama, Trump), et d'ailleurs le candidat le plus clivant n'est pas forcément le plus mal placé pour gagner la vraie élection. La vraie question est l'adéquation du « peuple de la primaire » à la découverte d'un « attracteur » national, et le respect par l'appareil de ce choix de la base.

Ce que nous disent le choix désastreux de F. Fillon, et la fidélité que lui ont conservé, en dépit de tout, ses électeurs, c'est la guerre (car s'en est une) entre bobos et bonobos. Guerre qui, sur les 3 dernières décennies, a tourné au bénéfice des premiers dans toutes les métropoles sauf Marseille, et a rendu impossible la désignation d'un candidat bobo-compatible, donc victorieux, par les vieux partis de la droite.

L'étude de la fondation Terra Nova sur [les bureaux de vote de la primaire de droite](#) montre que par construction la « droite populaire » (celle qui exalte « la France qui se lève tôt », et cherchait à la reconquérir sur le FN) ne pouvait pas gagner la primaire, mais le centre-droit bobo-compatible non plus. Je montre [dans ma Postface](#) l'impressionnante corrélation, en Val de Marne, entre le poids de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle des métropoles (par rapport à l'ancienne) et le vote Juppé (par rapport à Fillon).

Or une majorité nationale ne peut plus se former, en France, contre le « peuple des métropoles » et plus largement des villes. Nous ne sommes plus dans le Maghreb d'Ibn Khaldoun, ni dans la France de 1852, nous ne sommes pas en Égypte. « *Et Trump, alors ? dira-t-on. Ne montre-t-il pas que les red-necks (les cul-terreux) peuvent imposer leur champion aux intellos des métropoles ?* ». Ben justement, [Trump n'a pas eu la majorité au niveau national](#).

Certes, les primaires furent bafouées, incapables de bousculer suffisamment les appareils et les egos pour résoudre la crise de la vieille représentation politique. Mais elles ont durablement redessiné la carte des « camps profonds » (les niveaux sociologiques d'Ibn Khaldoun et de K. Marx), laissant ensuite aux pauvres acteurs s'agitant un moment sur la scène le soin de rebâtir, sur ces fondations, une représentation politique adéquate à la réalité.

Le jeu de flipper du Penelopegate n'a fait que révéler une cartographie sous-jacente, qui nous ramène en fait à l'opposition Pompidou-Giscard, de même que le refus, par les grands élus du PS, du verdict de la primaire a ressuscité l'opposition Rocard-Marchais. Il n'y a plus de synthèse ni à droite à gauche, à la Chirac ou à la Mitterrand. Alors on a une pseudo-synthèse au milieu : Macron.

L'écologie politique avait pourtant, sur la base d'un « bien commun », cru transcender la vieille opposition gauche-droite, lui substituer un axe « écologie/libéral-productivisme », et marquer la présence de [cet attracteur écosocialiste pro-européen](#). Elle aussi avait dépassé les 20% aux élections européennes de 2009. Mais l'appareil (appelé localement « la Firme » : JV. Placé, C. Duflot, etc) [a su vite casser cela](#).

L'échec des anti-Macron et la question européenne

Venons-en aux vaincus : celles et ceux qui ne pouvaient se résoudre au triomphe politique d'un social-libéralisme économiquement en crise. La solution d'avenir, le 3e attracteur au sens de Polanyi, c'est à dire un *New Deal* vert et européen, fut défendue essentiellement par la coalition (justifiée) Hamon-Jadot, avec l'insuccès fracassant que l'ont sait. Puisque c'est un attracteur (le mérite de l'accord Jadot-Hamon est justement de l'avoir révélé), ce n'est que partie remise. Ces deux là et quelques autres (dont la candidate de la gauche des verts, [Karima Deli](#), qui s'est illustrée par la bienveillance amusée - je reviendrai sur ce mot - de son [hommage à l'élection d'E. Macron](#)) tracent sans doute la route de la « vraie » recomposition à gauche.

L'opposition féroce est pour l'heure venue des deux autres attracteurs, représentants auto-désignés DU peuple : M. Le Pen et JL Mélenchon. J'écris « DU », car leur première caractéristique commune est celle de prétendre, contrairement aux autres, qu'il existe déjà UN peuple, toujours déjà donné comme UN, et qui n'attend qu'un prophète pour parler en son nom : eux. D'où le nom de « populisme » pour ce genre de position, un des multiples sens de ce mot.

Il en découle immédiatement qu'ils ne sauraient négocier des alliances, puisqu'il n'y a qu'un seul Peuple et que donc les autres représentent ses ennemis. Bien sûr, chacun des deux ne recueille que l'assentiment d'un bout du peuple, principalement : les ouvriers du privé et les chômeurs pour l'une (mais, dans certaines régions, les petits patrons : [facteur de crise pour le FN](#) !), les employés de la fonction publique pour l'autre. Mais tout deux parlent incontestablement au nom des « victimes de la mondialisation libérale », comme on dit pour aller vite. Soit 40% de l'électorat, je veux dire de ceux et celles qui ont le courage de voter encore, les autres y ayant renoncé depuis longtemps.

Marine Le Pen

Le plus grave péril fut le nouveau bond en avant de M. Le Pen. J'écrivais [peu avant le second tour](#), quand les sondages la donnaient encore à 40 % : « *Je me battraï jusqu'au bout pour que Le Pen redescende de 40% à 35 % , mais je n'y crois pas !* » Elle est « redescendue » PAR RAPPORT AUX SONDAGES, en dessous de 34%. OUF !!

Cela ne doit pas nous rassurer : elle a simplement raté son débat télévisé. D'abord en jetant le masque trop tôt, abandonnant des années d'efforts de dédramatisation pour renouer avec les accents fascistes, [tendance SA](#) ou [Milan-Astray](#). Saluons quand même l'uppercut balancé par le trotskyste Poutou : « *Moi je n'ai pas l'immunité ouvrière.* » Elle a quand même atteint une hauteur vertigineuse PAR RAPPORT AUX SCORES PASSÉS DU F-HAINE. Plus d'un Français, sur trois décidés à choisir au second tour, a pensé préférable d'avoir l'extrême-droite à la tête de l'État. Dans la moitié des villes déjà dirigées par le FN, à commencer par Hénin-Beaumont, la majorité a préféré qu'il en soit de même au niveau national.

Mais il y a une raison plus subtile à ce plantage : elle s'était d'elle-même déstabilisée, une déstabilisation provoquée par l'imminence même de sa possible victoire. Car elle pouvait gagner, comme Trump a gagné, et [pour les mêmes raisons](#), ou du moins se rapprocher encore des 50%. Et c'est justement le premier ralliement d'un notable de droite, Dupont-Aignan, son Premier ministre désigné, qui a braqué les projecteurs sur ses positions européennes : « *Mais si vous êtes vraiment élue, va-t-on vraiment sortir de L'Europe ? de l'euro ? Pour de bon ?* » Et là, elle a commencé à vaciller, comme son propre électorat.

Car ce n'est pas la même chose de vitupérer l'Europe et l'euro à longueur de journée, et de voter effectivement pour la quitter. Et contrairement à leurs homologues anglais, les ouvriers français ont callé devant ce choix « pour de bon » (je crois que justement les électeurs du Brexit n'ont pas compris que c'était « pour de bon »).

Cela n'avait rien d'évident, et pourtant Marien le Pen l'a senti, et a désaxé son discours bien huilé. Et au premier tour Mélenchon s'était heurté au même récif.

Jean-Luc Mélenchon

Le vainqueur de Marine Le Pen, sauf dans les plus désespérés des départements populaires (L'Aisne et le Pas-de-Calais) est le peu social et plutôt libéral E. Macron, et pas la gauche.

Celle-ci, toutes tendances confondues, de Hamon à Poutou, a fait moins de 30%. Et sa plus grosse composante, la France Insoumise de Mélenchon, et JL Mélenchon lui-même, ont déserté le combat contre le FN entre les deux tours. Ce qui ne doit pas nous faire oublier qu'une partie de la « gauche de la gauche », qui soutenait Mélenchon (le PCF, la revue *Politis*...) a quand même concentré ses coups contre Le Pen, quand la FI les concentrait contre Macron.

Mais le mystère Mélenchon à ce renoncement à prendre la tête, qui lui revenait, de la bataille contre l'extrême-droite à ce ne peut pas être réduit à une bouderie bien compréhensible (cf Jospin), ni à égotisme exacerbé.

Depuis quelques années il a « formé sa base » au nationalisme autant qu'il l'a suivi dans l'euroscepticisme. Renonçant à l'étiquette de « gauche », renonçant au drapeau rouge, il a couvert ses meetings de drapeaux français et s'est posé en représentant de « l'indépendantisme français », du « Peuple insoumis aux élites pro-européennes ».

Posture qui lui a parfaitement réussi, jusqu'au point de sembler en mesure de siphonner tout ce qui restait de la gauche et des écologistes non-macronistes, à 15 jours du premier tour. Ou du moins de pouvoir recueillir les 2 % de voix qui lui manqueront finalement pour être au second tour. Il aurait alors vaincu certainement M. Le Pen, et peut-être E. Macron. Mais c'est à ce moment-là que, la possibilité de sa victoire devenant donc sérieuse, ses électeurs potentiels ont commencé à le lire sérieusement, et à se demander « *Mais qu'est-ce qu'il raconte sur l'Europe ?* » Déjà, l'effet « Pour de bon ».

Ce problème européen a empêché nombre de hamonistes de le rejoindre, jusqu'à préférer avoir Macron plutôt que Mélenchon au second tour. Les discours et tracts de JL Mélenchon, qu'ils ont commencé à lire sérieusement, étaient clairs : « *Ou bien nos 25 partenaires accepteront la réforme des traités que je leur propose (plan A), ou bien nous quitterons l'Europe (plan B). L'Europe, on la change ou on la quitte.* » Perspective d'un Frexit qui n'avait rien de réjouissant, et qui était pourtant la plus probable, sachant que « les Peuples » de toute l'Europe du nord sont majoritairement pour une monnaie sûre, avec peu de transfert d'un pays à l'autre, et verraient d'assez bon oeil le départ des pays endettés comme la France, l'Italie, l'Espagne ou la Grèce. Si Mélenchon avait été élu, ils auraient voté « Plan B » !

Même le Plan A posait problème. Jusqu'au dernier jour, les militants de la France Insoumise diffusaient par un exemple un tract où on lisait « *Argent. En redonnant sa souveraineté au peuple français, nous serons capables de créer 3,5 millions d'emplois.* »

(suivait la liste détaillée de ces emplois créés) . Outre que la préférence de la FI pour le plan B y apparaissait nettement (le plan A n'était qu'un plan B qui ne dit pas encore son nom), l'inclusion de cette phrase sous la rubrique « Argent » m'a intrigué. On m'a expliqué : « *La Banque de France pourra émettre, au profit de l'État, comme elle le faisait avant, autant de monnaie qu'il en a besoin pour investir, que ce soit en euro (plan A) ou en francs (plan B).* »

On ne sait par quel bout prendre ce galimatias, qui s'illusionne totalement sur ce que pouvait faire la Banque de France « avant », sur les règles qui s'imposent à une pure monnaie de crédit pour rester... crédible (voir [dans Green Deal](#), « Qu'est-ce que la monnaie ? », pages 17-21, ou ma [critique des projets monétaires de Marine Le Pen](#), au fond les mêmes que ceux de JL Mélenchon), sur la possibilité de relancer la croissance à un tel rythme par des mesures monétaires nationales (et encore, je suis keynésien, et j'avais soutenu une relance eco-keynésienne dans la campagne d'Eva Joly, mais elle était nettement plus modeste, et validée par le modèle de l'OFCE !), et surtout sur le mythe de la Croissance seule créatrice d'emplois, et donc sur la sincérité de la conversion de JL Mélenchon à l'écologie.

Les mémoires les moins courtes se remémorèrent le cauchemar des années 80 : dans un pays doublement endetté, avec un déficit commercial et un déficit de l'État, le Franc devait s'imposer des taux d'intérêts meurtriers pour ne pas trop s'effondrer.

Mais créditons JL Mélenchon de sa bonne foi. Dans un article où j'évoquais [les faiblesses de son programme](#) pour justifier de m'en tenir au vote Hamon, j'évoquais son ultra-européisme de 1992, quand il défendait mordicus le Oui à Maastricht (alors que, conscient que cela engageait l'Europe sur le chemin de la primauté du Marché sur la Démocratie, je votais Non). Et je lui conseillais d'y revenir ! Je reçus de la part des redoutables trolls de son équipe internet une volée de bois vert : « *Jean-Luc a bien eu le droit de changer d'avis depuis 1992. Il n'y a que les ânes qui etc.* »

Certes. Mais justement, au même moment, leur leader, bloqué à 19% dans les sondages, commençait à s'interroger et à « changer d'avis »... dans l'autre sens. Il devenait évident que ce blocage à 19 % venait de la peur inspirée par son plan B et des doutes sur son plan A. Il tenta de [rectifier son tir anti-européen](#) dans son discours de Dijon : que le plan B n'était qu'une menace tactique, qu'on négocierait le plan A en termes raisonnables.

Mais il était trop tard : trolls et tracts étaient déchainés, aggravant la méfiance de jour en jour. Voter tactiquement Macron ou stratégiquement Hamon apparut de plus en plus comme un moyen de sauver la possibilité pour la gauche et l'écologie de rebondir un jour : en préservant le cadre européen.

Lepenisation des esprits insoumis ?

La question européenne apparaît ainsi comme face cachée de l'échec de Mélenchon, comme 15 jours plus tard de celui de M. Le Pen.

Et pourtant... Au delà de son discours de 1992, désireux que j'étais de prouver que JL Mélenchon était parfaitement capable de se monter pro-européen, je pus même ressortir la preuve que son ultra-fédéralisme avait été le fondement de son engagement pour le Non au Traité constitutionnel européen de 2005.

A cette époque, j'appelais à voter Oui parce que le TCE était un pas en avant par rapport au libéralisme de Maastricht, et JL Mélenchon appelait au Non parce que le pas en avant n'était pas suffisant. Il aurait voulu que l'Europe décide, à la place des pays, jusqu'à leurs règles sociales, ce qui me paraissait pour le moment aussi inopportun qu'irréaliste. [Notre très long débat dans Politis](#) s'inscrivait clairement dans ce consensus stratégique (il faut aller vers les Etats-Unis d'Europe) avec un désaccord tactique (ce qui pouvait ou ne pouvait pas être tout de suite fédéralisé).

Mes commentateurs sur Facebook ont fini par conclure qu'il était trop tard, à Dijon, pour que Mélenchon rectifie le tir : il aurait moins repris sur Hamon et Macron qu'il n'en aurait reperdu vers Le Pen. Argument vertigineux quand on y songe : Mélenchon prisonnier de la lepenisation des esprits de ses électeurs !

En fait le virage anti-européen (peut-être pas définitif) de JL Mélenchon reste pour moi, comme son refus d'appeler à voter contre M. Le Pen, un mystère. Car comment peut-on se dire écologiste et indépendantiste national ? Les crises écologiques voyagent avec les marchandises et les vents, qui se rient des frontières comme le nuage de Tchernobyl. L'écologie politique, pour sauver la Planète, ne s'arrêtera pas avant la République Universelle, mais comme elle sait que le temps joue contre elle, elle ne négligera pas les États-Unis d'Europe et tous les pas en avant intermédiaires.

A-t-il appliqué, comme je viens de le suggérer, le mot attribué à Ledru-Rollin, leader malgré lui d'une insurrection populaire ratée, « *Je suis leur chef, donc je les suis* », en considérant que le débat de 2005 et l'attitude consécutive des dirigeants européens avait irrémédiablement assimilé, dans la tête de son Peuple (comme de celui de M. Le Pen) « antilibéral » et « anti-européen » ? Ou bien a-t-il vraiment pensé que l'orientation de l'Europe vers le libéralisme ne pouvait plus être rectifiée, sauf dans le cadre d'un vieil État-Nation ? Que l'on pourrait faire la révolution écologique et sociale dans un seul pays ? Nous verrons, mais il sera trop tard pour lui. Quoique...

Pour une politique de la bienveillance

Ses positions européennes et sa macroéconomie hasardeuse n'étaient pas les seuls problèmes avec JL

Mélenchon. [Sa complaisance \(peut-être « réaliste »\)](#) envers les Poutine et Assad, plus idéologique envers Maduro, son style de Caudillo (le Chef et le Peuple), caricaturé par l'emploi des hologrammes...

Dans un commentaire à mes articles sur Facebook, Bertrand Wert, écologiste français en poste à Bruxelles, touche peut-être au fond du problème : Mélenchon a une conception « schmittienne » de la politique.

Haha, qu'est-ce que c'est que ça ?

L'inattendue résurrection de Carl Schmitt

Carl Schmitt est le grand théoricien nazi du droit, et en même temps le plus grand philosophe allemand du droit de son temps, comme Heidegger pour la philosophie de l'Être. Depuis quelques années, les historiens, d'abord allemands puis français, ont commencé à prendre au sérieux la production intellectuelle nazie : pas tous des brutes épaisses, ni des [cinglés « hyperboréens »](#), mais la fine fleur de l'Université allemande (Heidelberg, Göttingen, Berlin, etc). Et donc ils ont relu Schmitt attentivement (le Schmitt des années 20, 30, 40, 50).

Voyez par exemple le livre de U. Herbert, [Werner Best : un nazi de l'ombre](#). Best fut le véritable créateur du RSHA, l'étonnant théoricien et praticien de la domination du Reich sur sa zone d'influence (*Grossraum*) et de la recherche de « collaborateurs » pour cela, en particulier en France et au Danemark. Herbert souligne l'importance théorique d'un discours de Schmitt justifiant le « droit » de l'Allemagne de s'annexer la Tchécoslovaquie (qui n'appartient pourtant pas au Peuple allemand). Plus largement, J. Chapoutot, dans [La loi du sang. Penser et agir en nazi](#) retrouve Carl Schmitt chaque fois qu'il faut penser une nouvelle étape dans l'élaboration de la doctrine et de la pratique nazies.

Ces livres sont récents. Car en fait, c'est « par la gauche » que Schmitt, il y a un quart de siècle, commença sa sortie du Purgatoire : évidemment quand il fallut, avec la Guerre du Golfe de 1991, recommencer à « penser la guerre », la vraie, pas les guérillas d'indépendance ni la dissuasion nucléaire : celle qui force les frontières avec des chars au nom du « j'ai bien le droit ».

Ainsi, dans un article des *Temps modernes* de Juin 1991, « Guerre, droit, souveraineté, techné », Jean-Luc Nancy paraphrase encore Schmitt dans tout son article, sans oser citer son nom. Huit ans plus tard, Emmanuel Terray (mon maître, mon père spirituel, enfin, l'un des...), dans son *Clausewitz*, peut tranquillement citer Schmitt entre Foucault et Mao comme honorable penseur du Politique, sans la moindre la réserve du genre « il faut être un peu nazi pour penser comme ça. »

Et désormais, [avec Etienne Balibar](#), et Chantal Mouffe par exemple, que l'on présente comme la grande inspiratrice des présidents Bolivariens et de JL Mélenchon (mais que j'ai connue plus gramsciste, il y a 40 ans), Schmitt est omniprésent : et que faut que je te « remette du conflit » partout (on dit « de l'agonisme »), et que faut, avec souveraineté, que je te tranche sans s'encombrer de règle, etc.

Telles sont en effet les deux thèses fondamentales et invariantes de Schmitt, aujourd'hui les plus populaires :

- 1 Le politique, c'est la distinction amis/ennemis
- 2 La souveraineté, c'est la capacité de trancher (et de dire le droit) en état d'exception.

On voit bien ce qu'il y a d'intrinsèquement fasciste dans cette pensée (le nazisme de Schmitt étant légèrement bridé, non pas faute d'antisémitisme, mais par son catholicisme et son sens de l'Etat.)

On voit bien aussi ce qui a pu plaire à la gauche de la gauche dans une telle pensée : la critique de l'hypocrisie du

droit bourgeois, du « consensus », de la « hiérarchie des normes » régulatrices, incarnée à son époque par son grand rival [Hans Kelsen](#), l'exaltation de la capacité de décision du chef révolutionnaire comme Mao (on retrouve dans le *Petit Livre Rouge* des formulations très schmittiennes.)

Et on voit bien ce qui l'oppose à la construction européenne : la pensée de Carl Schmitt s'inscrit dans la continuité de l'opposition entre [Hobbes](#) (l'idée qu'il est plus réaliste, pour éviter la guerre, d'abandonner tout ses droits à un Souverain) et [Kant](#) (l'idée que l'on peut construire un accord entre les humains, par la raison). Or Kant (père de ce qu'on appellera l'ordo-libéralisme, l'idée que la liberté d'entreprendre doit être encadrée par des normes et ordonnée à un principe de bienveillance) est à la racine de la construction européenne. Comme le dit avec mépris le néo-conservateur américain Robert Kagan, « [L'Amérique est hobbesienne, l'Europe est kantienne.](#) » Pour Schmitt, la seule Europe possible est celle d'un *Grossraum* (sphère d'influence exclusive d'un État et d'un Peuple dominant, inspirée par la doctrine de l'Américain Monroe).

Tout cela est sans aucun doute réaliste, avec le mérite de dissoudre les fantasmagories et les illusions. Mais il y a un saut entre dire « Vous êtes un hypocrite, vous faites le contraire de ce que vous prétendez faire », et dire « Il faut faire comme vous, c'est ça la politique ».

Car on voit bien la simplification terrible de la notion de politique réduite à la question « Qui sont les amis, qui sont les ennemis ». Les amis constituent le Peuple, mais ce Peuple se définit d'abord par ses ennemis (selon les cas : les étrangers, les juifs, la ploutocratie, etc.) Et c'est peut-être cela qui, au fil des années, a détruit chez Mélenchon son europhilie et l'a conduit vers les rivages nationalistes, d'autant plus ridicules qu'une France hobbesienne et souveraine ne pèserait plus rien du tout sur la scène mondiale.

Le poison de l'Europe des règles

Ça a commencé quand un certain nombre de nonistes ont se sont mis à utiliser le mot « ordolibéralisme », en visant l'« économie sociale de marché », c'est à dire la social-démocrate au sens nordique, comme une insulte caractérisant l'Europe, tout en reprenant l'éloge « de gauche » du nazi Carl Schmitt.

Certes, [la construction récente de l'Europe](#) (à partir de la fin des années 80) par des règles de fonctionnement fut un désastre pour l'Europe, devenue une Europe « froide », une Europe qui ne saurait donc se réclamer sociale, écologiste, pacifiste et protectrice. Or cette Europe des objectifs était à la base même du projet européen, de 1957 à J. Delors et J. Fisher, à la stratégie de Lisbonne et de Göteborg, et à la version primitive du Traité Constitutionnel Européen (avant la conférence de Naples).

Réduire l'Europe à du procédural ("comment on fait") en ignorant le substantiel ("qu'est-ce qu'on veut faire"), c'est ce qui a tué l'europhilie populaire et créé le national-populisme européen. D'où, je le répète, mon "[Non à Maastricht parce que pour l'Europe](#)", contre le Oui de Mélenchon, puis très logiquement mon Oui au TCE (qui changeait les règles et rajoutait de la substance) contre le Non de Mélenchon (*diabolicum perseverare...*)

Le problème, c'est qu'il y a en effet une dualité entre un ensemble de règles et un ensemble d'objectifs : l'un donne l'autre, et vice-versa. On peut être tout aussi réac en étant Kelsenien que Schmittien : ça dépend de ce que donne l'application des règles.

Certes, les règles européennes (les traités) ne sont pas des lois, beaucoup de choses dépendent encore de la majorité du Parlement et de la majorité du Conseil européen. D'ailleurs, en matière écologiste, l'Union européenne pratique en général directement la « planification par objectif » (un ensemble de résultats matériels à obtenir à telle date). Si les majorités nationales sont libérales ou productivistes, elles ne vont pas pondre de l'écosocialisme au

niveau européen, quels que soient les traités.

Mais les traités dictent comment sont adoptées les lois, et chaque ensemble de règles de type constitutionnel dicte un éventail restreint de lois « votables ». Or les règles adoptées à partir de l'Acte Unique Européen et surtout de Maastricht allaient de plus en plus dans le sens des objectifs libéraux-productivistes... mais sans le dire, puisque c'était présenté comme de simples règles !

Ce gouvernement par les règles aurait pu, aurait dû être accompagné par [une pédagogie du rapport entre les règles et les objectifs](#). Chacun peut comprendre que si l'on veut que les salariés ne se fassent pas concurrence « par le bas », il faut un salaire minimum et des conventions collectives, que si l'on veut que les entreprises ne se fassent pas concurrence par les bas salaires mais par la qualité, il faut des conventions collectives de branche...

Bref : pour avoir d'autres politiques européennes, il faut d'autres règles, et le dire, et évaluer si ces règles donnent bien l'objectif visé. C'était le point d'accord des ouiouistes et des nonistes de gauche en 2005... et ça aurait dû le rester.

Encore eut-il fallu considérer avec bienveillance les partenaires à qui l'on proposerait ces « autres règles », au lieu de leur opposer tout de suite le plan B (l'Europe, on la change comme JE dis, ou JE la quitte.) Mais comment espérer une bienveillance envers les Allemands, les Danois et les Lituaniens, qui ne pensent pas comme nous, même s'ils veulent la même chose que nous, mais par d'autres moyens conformes à leurs traditions (les uns par la loi, les autres par le contrat, etc,) si, dans la politique nationale elle-même, on se définit par son ennemi : les autres ?

Construire le Peuple avec bienveillance.

JL Mélenchon ne s'est pas montré particulièrement fidèle au second axe de la pensée de Schmitt : la capacité de décider en situation d'exception. Il fut incapable de trancher entre les deux tours. Et on remarque d'ailleurs (je l'avais déjà fait [au moment de la loi Travail](#)) que finalement c'est peut-être actuellement Macron qui se montre le plus schmittien : dans sa volonté de casser la hiérarchie des normes et de gouverner par ordonnance, de façon « jupitérienne », comme si on réformait la société par décret.

En revanche JL Mélenchon s'est montré schmittien non seulement par le mépris d'une Europe fondée sur des accords patiemment négociés (après 2000 ans de guerres pour l'hégémonie européenne) mais encore plus profondément par sa construction du « Peuple » à partir de l'ennemi : les « élites ».

Remarquons d'abord la bizarrerie originelle qu'il y a à employer un mot plutôt positif pour désigner l'ennemi. Mépriserait-on l'élite du football mondial ? des mathématiques mondiales ? du cinéma mondial ? Dans la bouche des populistes, ce mot ne vise sans doute pas « les meilleurs » de branches puisant leurs racines dans le terreau populaire, mais plutôt ceux qui se croient tels et se reproduisent entre eux : l'élite des banquiers, des hauts fonctionnaires, des mass medias. Certes. Mais les artistes, les savants, les ingénieurs, on en fait quoi ?

Faire de ces élites son ennemi, c'est déjà un mot d'ordre du fascisme (« *Quand j'entend parler de culture, j'arme mon browning.* ») Mais le plus grave est la définition du Peuple qui en résulte : ce qui reste quand on a enlevé les élites. Plutôt déprimant. Je préférerais encore G. Marchais parlant des « forces du travail et de la culture ».

Notons surtout le résultat : un Peuple réduit à 19,5 %, les « élites » poussées dans les bras de Macron, et la moitié ouvrière des classes populaires à l'autre bout du champ politique, chez Le Pen, qui tient le même discours. Bravo les

artistes.

E. Terray opposait jadis, au Mao du *Petit Livre Rouge*, le Mao des *Oeuvres choisies*. Et en effet, quoi que l'on pense de la pratique de Mao Zedong une fois au pouvoir, le Mao de la conquête du pouvoir, comme tous les grands révolutionnaires concrets (ceux qui *gagnent* une révolution), n'ont jamais considéré, dans leur réflexion, que la distinction ami/ ennemi leur tomberait toute cuite sous leur Opinel de campagne. Le Peuple est à construire, en accumulant « des amis, encore des amis, toujours des amis » (Fidel Castro), et l'ennemi, c'est ce qui reste.

Mao a cette formule fondamentale : « *Unir la gauche, rallier le centre, isoler les irréductibles.* » Ce qu'on peut appeler « politique de la bienveillance ».

Les deux premiers objectifs sont aussi difficiles l'un que l'autre. Unifier ceux qui mettent en avant, radicalement, la défense de la Nature et ceux qui mettent en avant, radicalement, la défense des travailleurs exploités (sans compter celles qui mettent en avant, radicalement, l'émancipation des femmes), n'est pas si facile. Dès que l'on pose une question concrète comme la taxation du diesel, aussitôt commencent les invectives.

Rallier le centre, comme tente de le faire N. Hulot en participant à un gouvernement Macron, est aussi très risqué. Il y a des méthodes, des martingales pour « rallier le centre », qui passent par des affrontements nécessaires mais sporadiques et auto-limités. Pour ces nécessaires affrontements avec le centre (quand il vire à droite), Mao parle de la « *règle de l'avantage, du bon droit et de la mesure.* » (On n'ouvre un conflit que quand on a une chance de le gagner, que l'opinion publique peut être prise à témoin, et on ne pousse pas trop loin). Règle sévère, pas très dandy, mais c'est comme ça qu'on conquiert la majorité.

Au contraire, JL Mélenchon semble s'être donné pour règle « *Éclater la gauche, faire haïr le centre, oublier les irréductibles* ». Sa campagne a poussé à un point d'incandescence la rage des ses partisans, « rougis à blanc » dans le mépris voire la haine des autres.

Mépris des autres branches de la gauche : même Eric Piolle, maire de Grenoble avec une majorité EELV-Parti de Gauche-associatifs, dont [l'appel à voter Mélenchon](#) en gage de volonté d'unité avait failli me faire basculer, avant que « l'effet Pour de bon » [me convainque de rester loyal à Hamon](#), doit tirer [l'amère bilan de son « caporalisme »](#). La politique de JL Mélenchon et de la France Insoumise (à quoi, finalement ?) conduit tout simplement à la Bérézina générale aux législatives.

Le pire fut l'hystérie de la campagne contre Macron entre les deux tours, réduisant celui-ci au nom de son employeur passé (Rothschild, et on frémit en pensant que l'importance de ce nom ne doit rien au hasard, que si Macron avait plutôt travaillé pour le Crédit Agricole...), jusqu'à la stupéfiante prophétie, se voulant auto-réalisatrice de F. Ruffin, interpellant le candidat centriste E. Macron : « [Vous êtes haï, haï, haï](#) », ce qu'à cet instant ne confirmaient ni les sondages ni les votes. Et à part UNE déclaration du leader contre l'hypothèse du vote Le Pen, silence radio sur les « irréductibles ».

On peut trouver des équivalents de cette attitude chez les intellectuels écologistes qui consacrent des livres entiers à dénoncer le slogan « Nous sommes tous dans le même bateau », à l'idée qu'on pourrait produire vert dans le cadre du capitalisme (s'il faut attendre la Révolution, on n'est pas prêt d'agir pour la Planète !), à dénoncer comme *greenwashing* le moindre pas en avant, sans s'occuper des irréductibles pollueurs qui préfèrent encore le cynisme à l'hypocrisie et exigent avant tout de polluer gratuitement, sans « donner un prix à la Nature ».

Or des irréductibles, ceux dont on ne fera jamais des amis, il y en aura, et bien assez, et plus puissants que nous, et portant parfois la même étiquette que nous. Ne confondons pas la réalité et les étiquettes (on n'est pas de gauche, ni

socialiste ni communiste ni écologiste, parce que « c'est écrit dessus »), mais ne commençons pas non plus par faire une guerre « sans bon droit ni mesure » aux autres morceaux de la gauche ou du centre... par exemple de notre propre parti. Certes, ils ont l'avantage d'être à notre portée.

L'essentiel, c'est qu'une conception de la politique par construction des amis (ce n'est pas un pur « rassemblement » : il faut se « faire » des amis) et réduction au maximum de l'ennemi, jusqu'à ces irréductibles, suppose a priori une bienveillance envers les autres tendances de la gauche et même à l'égard du centre. Ce que je dis là est sans doute abstrait, mais on voit par exemple que l'écologie est un moyen de « déborder le centre » en présentant nos objectifs comme « l'intérêt du Peuple tout entier » selon la conception gramsciste de l'hégémonie. Tout le monde a intérêt à vivre dans un environnement sain, que l'on se pense de gauche ou centriste, voire « modéré ». Et l'écologie commence par la nourriture saine, ce qui ne saurait déplaire qu'à, vraiment, vraiment, des irréductibles. Y en a.

La chance de l'Europe ?

La première erreur de Mélenchon a été de croire que pour imposer une Europe écologique et sociale à des gouvernements hostiles, il suffirait de les menacer de quitter l'Europe : « *L'Europe on la change ou on la quitte* », ce qui était d'ailleurs le détournement d'un slogan de la droite xénophobe : mauvais présage. Or la droite des pays riches (les irréductibles) ne demandait que ça, et la réserve électorale potentielle de Mélenchon le savait, depuis l'affaire grecque.

Il a de l'autre côté confondu l'eurosepticisme justifié de sa base avec une europhobie, que son échec à unir la gauche et rallier le centre a démenti. La grande majorité des Français qui croient encore à quelque chose est persuadée qu'on ne peut le réaliser que dans un cadre européen. Et une partie de ceux qui ne croient plus en rien (les électeurs de Marine Le Pen) pensent quand même qu'hors de l'Europe et de l'euro, ce sera pire. Le Non de 2005 n'était pas un vote pour le Frexit : contrairement à l'« indépendantisme » de la FI, et contrairement aux Anglais, les Français ne pensent majoritairement pas qu'on fera mieux tout seul, mais en Europe. Et c'est une importante et excellente nouvelle.

Cette perception d'une « Europe malgré tout » (*Right or wrong, my Europe*) vient enfin d'une transformation récente (ou plutôt récemment perçue) sur la scène mondiale : l'isolement presque total de l'Europe face à un arc de puissances hostiles. Un arc rallié à un attracteur terrifiant pour notre modèle social (si érodé soit-il) et pour la Planète : la conjonction du libéral-productivisme en économie et du national-populisme au niveau politique.

Ce modèle n'est pas nouveau, il correspond assez exactement à l'attracteur fasciste chez Polanyi, et sa forme politique, parfois appelée « démocrature » (dictature validée de temps en temps par un plébiscite obtenu de foules atomisées, n'ayant plus que « l'unité d'un sac de pommes-de-terre ») est une invention française vieille de 165 ans : [Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte](#). Ses leaders sont Poutine et Trump, mais, du monde anglo-saxon à la Russie, l'arc encercle totalement l'Europe : le Maghreb (Tunisie exceptée), l'Egypte d'Al-Sissi, la Syrie d'Assad, la Turquie d'Erdogan. Pire, comme l'a dit Poutine à sa vassale française, Marine Le Pen : il s'agit d'un « [spectre politique qui croît rapidement en Europe](#) : Brexit, Pologne, Hongrie, Slovaquie...

Ce Spectre (pas encore un Axe) qui encercle l'Europe et commence à la ronger est aujourd'hui présenté comme une chance par la presse europhile. C'est vrai, l'attracteur de la résistance au Spectre est une place libre, que l'Europe, à commencer par Merkel et Macron, va chercher à occuper, ce qui ne veut pas dire qu'ils auront le courage et la force d'y parvenir. Le mieux n'est jamais sûr.

Pour la seconde fois depuis la Guerre du Golfe, les peuples d'Europe ont l'opportunité de réussir ce qui n'a pas

d'exemple dans l'Histoire : la constitution d'un « nous » sans passer par une guerre contre un ennemi. Ou plus exactement : si, il y a un ennemi : la guerre à laquelle veulent nous entraîner les autres et plus précisément le Spectre.

Une guerre à la guerre comme ciment d'une nation ? Cela a déjà failli se produire pendant la Guerre du Golfe, quand toutes les foules d'Europe (et en France, les électeurs de gauche derrière Chirac et Villepin) manifestèrent contre la Guerre. En Une, *Télérama* titra : « Naissance d'une nation » !

Mettant assez logiquement ses pas dans ceux de Villepin, E. Macron vient de tenter la même chose (quoique de manière encore peut être trop franco-centrée) en s'adressant au monde en anglais, après la rupture de Trump d'avec l'accord de Paris : « *Make Planet Great Again !* » Car cette Europe là ne peut être que [kantiennne](#) : « *Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux aussi vouloir que cette maxime devienne une loi universelle.* » Ou [inspirée de Montesquieu](#) : « *Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je le regarderais comme un crime.* »

"*Une autre Europe est possible, mais elle est dans celle-ci*" aurait dit Eluard. Et la victoire du Vert Van der Belen en Autriche , la défaite de Geert Wilders aux Pays bas avec la poussée spectaculaire des Verts de Gauche, et même la victoire de Macron , témoignent de la force de cette conviction. Et peut-être même d'un point d'inflexion face à la résistible poussée du Spectre.

L'Europe, on la change, et on y reste.